

Après dépôt du rapport, l'expert peut, à la demande d'une partie, être convoqué à une audience à laquelle les parties auront l'occasion d'être présentes et d'interroger l'expert. A cette audience, chaque partie peut appeler des témoins-experts afin de témoigner sur les sujets en cause.

Art. 18. La commission internationale d'appel rend sa décision dans le mois après la clôture des débats.

Des copies de la décision, signées par la commission internationale d'appel seront communiquées par celle-ci, aux parties et, le cas échéant, conformément à l'article 17, § 3 de l'arrêté royal du 10 juin 1996 portant la création et l'organisation de EASDAQ, à la Commission bancaire et financière et à l'autorité de contrôle compétente du membre concerné, dans les quinze jours à dater de l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent.

Art. 19. Endéans un mois à dater de la réception de la décision, les personnes visées à l'article 18, deuxième alinéa, peuvent demander que la commission internationale d'appel interprète sa décision ou corrige des erreurs de calcul, de dactylographie, ou de nature similaire, les autres parties et la Commission bancaire et financière en étant informées par la commission internationale d'appel. L'interprétation ou la correction sera faite par écrit.

Art. 20. Les délais visés au présent arrêté se comptent de minuit à minuit. Ils sont calculés depuis le lendemain du jour de l'acte ou de l'événement qui y donne cours et comprennent tous les jours, mêmes les samedis, dimanches et jours fériés de droit belge.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Lorsque le jour de l'échéance est un samedi, dimanche ou jour férié de droit belge, le délai est reporté au plus prochain jour ouvrable.

CHAPITRE III. — *Le règlement d'ordre intérieur de la commission internationale d'appel*

Art. 21. La commission internationale d'appel établit son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement et ses adaptations sont approuvés par Notre Ministre des Finances et publié au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur - Exécution*

Art. 22. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Na indiening van het verslag kan de deskundige, op verzoek van een partij, worden opgeroepen voor een zitting tijdens dewelke de partijen de gelegenheid zullen hebben aanwezig te zijn en de deskundige te ondervragen. Op die zitting zal elke partij getuigen-deskundigen kunnen oproepen teneinde te getuigen over de onderwerpen ter zake.

Art. 18. De internationale commissie van beroep wijst haar beslissing binnen een maand na de sluiting van de debatten.

De internationale commissie van beroep deelt de door haar ondertekende kopieën van de beslissing binnen de vijftien dagen na het verstrijken van de termijn bepaald in het vorige lid mee aan de partijen en, desgevallend, aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en aan de bevoegde toezichhoudende autoriteit van het betrokken lid, overeenkomstig artikel 17, § 3 van het koninklijk besluit van 10 juni 1996 houdende de oprichting en organisatie van EASDAQ.

Art. 19. Binnen de maand vanaf de ontvangst van de beslissing kunnen de personen bedoeld in artikel 18, tweede lid, vragen dat de internationale commissie van beroep haar beslissing interpreteert of rekenfouten, tikfouten of gelijkaardige fouten corrigeert, waarbij de andere partijen en de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hierover worden ingelicht door de internationale commissie van beroep. De interpretatie of correctie gebeurt schriftelijk.

Art. 20. De termijnen vermeld in dit besluit worden gerekend van middernacht tot middernacht. Zij worden gerekend vanaf de dag na die van de akte of van de gebeurtenis welke hen doet ingaan, en omvatten alle dagen, ook de zaterdag, de zondag en de wettelijke feestdagen naar Belgisch recht.

De vervalddag is in de termijn inbegrepen. Is de vervalddag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag naar Belgisch recht, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

HOOFDSTUK III. — *Het huishoudelijk reglement van de internationale commissie van beroep*

Art. 21. De internationale commissie van beroep stelt haar huishoudelijk reglement vast. Dit reglement en zijn aanpassingen worden goedgekeurd door Onze Minister van Financiën en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding - Uitvoering*

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 23. Onze Minister van Financiën is gelast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2514

[99/22517]

4 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa premier, de la loi sur les hôpitaux pour l'autorité compétente en matière de politique de santé sur base de l'article 130 de la Constitution

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par les lois des 30 décembre 1988, 22 décembre 1989 et 30 mars 1994, notamment les articles 46bis, alinéa 1er, 87 et 97bis;

Vu l'avis du Conseil national des Etablissements hospitaliers, section Financement rendu le 23 juillet 1998;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2514

[99/22517]

4 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen voor de bij toepassing van artikel 130 van de Grondwet bevoegde overheid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988, 22 december 1989 en 30 maart 1994, inzonderheid op de artikelen 46bis, eerste lid, 87 en 97bis;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, afdeling Financiering gegeven op 23 juli 1998;

Vu le protocole du 11 juillet 1997 entre le gouvernement fédéral et l'autorité compétente en matière de politique de santé en vertu de l'article 130 de la Constitution en ce qui concerne la fixation et l'approbation du calendrier des travaux visés à l'article 46bis, alinéa 1er, de la loi sur les hôpitaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 14 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence de définir pour la Communauté germanophone un nouveau calendrier des travaux à partir de l'exercice 1996 afin de ne pas pénaliser les hôpitaux et de permettre que leurs investissements soient pris en compte dans le budget des moyens financiers;

Considérant que le calendrier de construction pour la période 1990-1995 faisant l'objet du protocole d'accord du 24 octobre 1991, a laissé un solde non utilisé de 25 113 512 FB qui peut être reporté sur les exercices suivants;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi sur les hôpitaux : la loi coordonnée le 7 août 1987;

2° le Ministre fédéral : le Ministre qui, au niveau fédéral, a la fixation du prix de journée d'hospitalisation dans ses attributions;

3° la Communauté germanophone : l'autorité compétente pour la politique de santé sur la base de l'article 130 de la Constitution;

4° le calendrier : le calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1er de la loi sur les hôpitaux;

5° les travaux : les travaux relatifs à la construction et au reconditionnement d'un hôpital ou service hospitalier, ou au premier équipement et à la première acquisition d'appareils, pour lesquels l'intervention visée à l'article 46bis, alinéa 1er de la loi sur les hôpitaux est octroyée;

6° l'autorisation : l'autorisation visée à l'article 26 de la loi sur les hôpitaux;

7° l'accord de principe : l'accord de principe visé à l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 novembre 1969 déterminant les règles relatives à l'intervention financière de l'Etat dans la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

8° le budget hospitalier : le budget fixé par hôpital, conformément au Titre III, Chapitre V, Section 1re, Sous-section 3 de la loi sur les hôpitaux.

Art. 2. Le calendrier est fixé et approuvé par exercice, suivant les parties ou lots distincts d'un projet, pour autant que la Communauté germanophone ait, dans le même exercice, approuvé les travaux et fournitures en question et engagé les crédits nécessaires.

Art. 3. Le calendrier ne peut être approuvé que dans la mesure où le montant des amortissements, dans le budget hospitalier y afférent, ne dépasse pas le montant fixé pour la Communauté germanophone, conformément aux dispositions de l'article 4.

Art. 4. Le montant des amortissements prévu pour la Communauté germanophone est de 25 113 512 FB et est réparti sur les différents exercices de la manière suivante :

Pour l'année	1996 : 0,4 million;
	1997 : 0,5 million;
	1998 : 2,7 millions;
	1999 : 2,5 millions;
	2000 : 8,5 millions;
	2001 : 9,0 millions;
	2002 : 0,7 million;
	2003 : 0,6 million;
	2004 : 0,1 million;
	2005 : 0,1 million.

Gelet op het protocol van 11 juli 1997 tussen de federale regering en de overheid bevoegd inzake gezondheidsbeleid op grond van artikel 130 van de Grondwet wat betreft de vaststelling en de goedkeuring van de kalender voor de uitvoering van de werken, bedoeld in artikel 46bis, eerste lid van de wet op de ziekenhuizen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het feit dat er voor de Duitstalige Gemeenschap met ingang van 1 januari 1996 dringend een nieuwe kalender voor de uitvoering van de werken vastgesteld moet worden, teneinde de ziekenhuizen niet te bestraffen en het mogelijk te maken dat er met hun investeringen rekening gehouden wordt in het budget van financiële middelen;

Overwegende dat de bouwkalender voor de periode 1990-1995 die het voorwerp uitmaakt van het protocolakkoord van 24 oktober 1991 een niet-opgebruikt saldo van 25 113 512 BF heeft nagelaten dat naar de volgende dienstjaren kan worden overgedragen;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voord de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de wet op de ziekenhuizen : de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet;

2° de federale Minister : de minister tot wiens bevoegdheid op federaal niveau de vaststelling van de verpleegdagprijs behoort;

3° de Duitstalige Gemeenschap : de overheid bevoegd voor het gezondheidsbeleid op grond van artikel 130 van de Grondwet;

4° de kalender : de kalender bedoeld in artikel 46bis, eerste lid van de wet op de ziekenhuizen;

5° de werken : de werken betreffende de bouw en de verbouwing van een ziekenhuis of een ziekenhuisdienst, of de eerste uitrusting of de eerste aanschaf van apparatuur, waarvoor de in artikel 46bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen bedoelde tegemoetkoming toegekend wordt;

6° de goedkeuring : de in artikel 26 van de wet op de ziekenhuizen bedoelde goedkeuring;

7° het principiële akkoord : het principiële akkoord bedoeld in de bijlage bij het ministerieel besluit van 3 november 1969 tot bepaling van de reglementering met betrekking tot de financiële tussenkomst van de Staat voor de opbouw, herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen;

8° het ziekenhuisbudget : het overeenkomstig Titel III, Hoofdstuk V, Afdeling 1, Onderafdeling 3 van de wet op de ziekenhuizen per ziekenhuis vastgestelde budget.

Art. 2. De kalender wordt volgens de onderscheiden onderdelen van een project per dienstjaar vastgesteld en goedgekeurd, voor zover de Duitstalige Gemeenschap in hetzelfde dienstjaar de desbetreffende werken en leveringen goedgekeurd en er de nodige kredieten voor vastgelegd heeft.

Art. 3. De kalender mag maar goedgekeurd worden voor zover het bedrag van de afschrijvingen in het ermee verbonden ziekenhuisbudget het voor de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig artikel 4 vastgestelde bedrag niet overschrijft.

Art. 4. Het voor de Duitstalige Gemeenschap bepaalde bedrag van de afschrijvingen bedraagt 25 113 512 BF en wordt als volgt over de verschillende dienstjaren verspreid :

Voor het jaar	1996 : 0,4 miljoen;
	1997 : 0,5 miljoen;
	1998 : 2,7 miljoen;
	1999 : 2,5 miljoen;
	2000 : 8,5 miljoen;
	2001 : 9,0 miljoen;
	2002 : 0,7 miljoen;
	2003 : 0,6 miljoen;
	2004 : 0,1 miljoen;
	2005 : 0,1 miljoen.

Art. 5. § 1er. Pour l'application de l'article 4, on se base, lors du calcul du montant des amortissements, sur les délais d'amortissements prévus par le plan comptable établi pour les hôpitaux dans l'arrêté royal du 14 août 1987 relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1987.

§ 2. Si, néanmoins, la nature des travaux ne peut pas être entièrement précisée, on part du principe que 80 pour cent concerne des biens immobiliers, 15 pour cent du matériel médical et 5 pour cent du matériel non médical.

Art. 6. L'approbation du calendrier doit être certifiée par une attestation établie par la Communauté germanophone.

Art. 7. Si, à la fin d'un exercice, les montants visés à l'article 4 ne sont pas entièrement épuisés par la Communauté germanophone, le solde reste à la disposition de la Communauté.

Art. 8. L'arrêté royal du 24 octobre 1991 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1er, de la loi sur les hôpitaux est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1996.

Art. 10. Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 5. § 1. Voor de toepassing van artikel 4 baseert men zich bij de berekening van het bedrag van de afschrijvingen op de afschrijvings-termijnen, bepaald bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 1987.

§ 2. Indien de aard van de werken echter niet geheel gepreciseerd kan worden, gaat men uit van het principe dat 80 procent betrekking heeft op onroerende goederen, 15 procent op het medisch materiaal en 5 procent op het niet-medisch materiaal.

Art. 6. De goedkeuring van de kalender moet gevalideerd worden door een door de Duitstalige Gemeenschap opgemaakt getuigschrift.

Art. 7. Indien de Duitstalige Gemeenschap op het einde van een dienstjaar de in artikel 4 bedoelde bedragen niet geheel opgebruikt heeft, blijft het saldo ter beschikking van die Gemeenschap.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 24 oktober 1991 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 10. Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 2515

[C — 99/22653]

22 JUNI 1999. — Arrêté royal modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1^{er}, 1^o;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 15 juin 1970, 28 janvier 1975, 23 avril 1979 et 2 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 avril 1999;

Vu l'avis du Conseil National du Travail, donné le 27 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 juin 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait que le législateur a eu la volonté de régler le problème des faux indépendants dans le secteur du gardiennage par la loi du 18 juillet 1997 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage;

N. 99 — 2515

[C — 99/22653]

22 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 2, § 1, 1^o;

Gelet op de koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juni 1970, 28 januari 1975, 23 april 1979 en 2 juni 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 april 1999;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 27 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juni 1999;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door het feit dat de wetgever het probleem van de schijnzelfstandigen in de bewakingssector heeft willen oplossen door middel van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;